

Informations de base	
2024/2116(INI)	Procédure terminée
INI - Procédure d'initiative	
Faciliter le financement des investissements et des réformes pour stimuler la compétitivité européenne et créer une union des marchés des capitaux (rapport Draghi)	
Subject	
2.50 Libre circulation des capitaux	
2.50.03 Marchés financiers, bourse, OPCVM, investissements, valeurs mobilières	
4.70.01 Fonds structurels, fonds d'investissement en général, programmes	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	ECON Affaires économiques et monétaires	LALUCQ Aurore (S&D)	19/11/2024
		Rapporteur(e) fictif/fictive BENJUMEA BENJUMEA Isabel (EPP) GYŐRI Enikő (PfE) CROSETTO Giovanni (ECR) ÓDOR L'udovít (Renew) ANDRESEN Rasmus (Greens/EFA) SARAMO Jussi (The Left)	
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	BUDG Budgets	RESSLER Karlo (EPP)	23/01/2025
Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire	
	Stabilité financière, services financiers et union des marchés des capitaux	ALBUQUERQUE Maria Luís	

Evénements clés			

Date	Événement	Référence	Résumé
23/01/2025	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
24/06/2025	Vote en commission		
01/07/2025	Dépôt du rapport de la commission	A10-0124/2025	
08/09/2025	Débat en plénière		
10/09/2025	Décision du Parlement	T10-0185/2025	Résumé
10/09/2025	Résultat du vote au parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2024/2116(INI)
Type de procédure	INI - Procédure d'initiative
Sous-type de procédure	Rapport d'initiative
Base juridique	Règlement du Parlement EP 55
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	ECON/10/01703

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE770.112	12/03/2025	
Amendements déposés en commission		PE773.128	05/05/2025	
Amendements déposés en commission		PE773.152	05/05/2025	
Avis de la commission	BUDG	PE772.006	04/06/2025	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		A10-0124/2025	01/07/2025	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T10-0185/2025	10/09/2025	Résumé

Réunions avec des représentant(e)s d'intérêts, publiées conformément au règlement intérieur

Rapporteur(e)s, rapporteur(e)s fictifs/fictives et président(e)s des commissions

Transparence				
Nom	Rôle	Commission	Date	Représentant(e)s d'intérêts
LALUCQ Aurore	Rapporteur(e)	ECON	15/04/2025	Insurance Europe
CROSETTO Giovanni	Rapporteur(e) fictif /fictive	ECON	25/03/2025	Associazione Nazionale fra le Imprese Assicuratrici
CROSETTO	Rapporteur(e) fictif			

Giovanni	/fictive	ECON	18/03/2025	Associazione Bancaria Italiana
LALUCQ Aurore	Rapporteur(e)	ECON	10/03/2025	Cleantech for Europe
LALUCQ Aurore	Rapporteur(e)	ECON	06/03/2025	Invest Europe
LALUCQ Aurore	Rapporteur(e)	ECON	06/03/2025	ShareAction Europe Third Generation Environmentalism Ltd WWF European Policy Programme
LALUCQ Aurore	Rapporteur(e)	ECON	05/03/2025	European Investment Bank (EIB)
LALUCQ Aurore	Rapporteur(e)	ECON	05/03/2025	DIGITALEUROPE
LALUCQ Aurore	Rapporteur(e)	ECON	04/03/2025	Euroclear SA/NV
LALUCQ Aurore	Rapporteur(e)	ECON	20/02/2025	European Federation of Investors and Financial Services Users
LALUCQ Aurore	Rapporteur(e)	ECON	18/02/2025	Centre for European Policy Studies Euronext Finance Watch European Central Bank
LALUCQ Aurore	Rapporteur(e)	ECON	18/02/2025	European Stability Mechanism (ESM)
LALUCQ Aurore	Rapporteur(e)	ECON	17/02/2025	Author of the report on the Future of European competitiveness
LALUCQ Aurore	Rapporteur(e)	ECON	03/02/2025	Assicurazioni Generali S.p.A
LALUCQ Aurore	Rapporteur(e)	ECON	30/01/2025	Reclaim Finance
LALUCQ Aurore	Rapporteur(e)	ECON	28/01/2025	Deutsche Börse Group
LALUCQ Aurore	Rapporteur(e)	ECON	23/01/2025	Deutscher Gewerkschaftsbund
LALUCQ Aurore	Rapporteur(e)	ECON	16/01/2025	Bureau Européen des Unions de Consommateurs Union Fédérale des Consommateurs - Que Choisir
LALUCQ Aurore	Rapporteur(e)	ECON	16/01/2025	Author of the report "Developing European capital markets to finance the future"
LALUCQ Aurore	Rapporteur(e)	ECON	16/01/2025	Author of the report "Much more than a market"
LALUCQ Aurore	Rapporteur(e)	ECON	08/01/2025	EUROPEAN TRADE UNION CONFEDERATION

Autres membres

Transparence		
Nom	Date	Représentant(e)s d'intérêts
VAN OVERTVELDT Johan	03/07/2025	Federation of European Securities Exchanges
VAN OVERTVELDT Johan	02/06/2025	Rosa Armesto

Faciliter le financement des investissements et des réformes pour stimuler la compétitivité européenne et créer une union des marchés des capitaux (rapport Draghi)

Le Parlement européen a adopté par 407 voix pour, 161 contre et 97 abstentions, une résolution sur la facilitation du financement des investissements et des réformes pour stimuler la compétitivité européenne et créer une union des marchés des capitaux (rapport Draghi).

Le récent rapport Draghi a mis en évidence un besoin annuel minimal d'investissements supplémentaires de 750 à 800 milliards d'euros pour rétablir la productivité de l'Union et atteindre ses objectifs environnementaux et sociaux. Toutefois, le paysage actuel en matière d'investissement dans l'Union est fragmenté, avec d'importantes disparités dans l'accès au financement privé, en particulier pour les entreprises innovantes et à forte croissance.

Construire une vision commune pour la productivité de l'Europe

Les députés ont demandé une mobilisation générale de l'ensemble des ressources pour **renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union** en accélérant les transitions et en investissant dans ces dernières, en renforçant la compétitivité, en générant une croissance économique soutenue, en créant des emplois de qualité, en soutenant les PME et en contribuant à une convergence sociale vers le haut et à la cohésion au sein de l'Union européenne. L'Europe est à la traîne et pourrait courir le risque de devenir insignifiante si aucune mesure supplémentaire n'était prise.

Le Parlement reconnaît que les rapports Draghi et Letta constituent des signaux d'alarme pour les décideurs européens et nationaux, ainsi qu'un point de départ pour prendre des mesures visant à **encourager les investissements tant privés que publics, notamment dans les secteurs en transition des technologies**, dans le secteur automobile en transition et dans les industries lourdes telles que la sidérurgie et la chimie. Les députés ont invité les États membres à tirer parti de la dynamique existante et à collaborer avec le Parlement afin de **faire progresser réellement l'intégration des marchés financiers de l'Union**. Ils encouragent toutes les parties à faire des efforts pour réaliser l'union de l'épargne et des investissements dès que possible.

Le Parlement estime que **la stabilité législative et la prévisibilité** pourraient devenir un véritable avantage comparatif et concurrentiel car elles sont essentielles pour la confiance des investisseurs internationaux. Il a souligné le lien intrinsèque entre l'état de droit et une croissance économique durable et compétitive et attire l'attention sur le fait que la solidité du secteur financier est un élément clé de sa compétitivité.

Les députés regrettent que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union aient le sentiment de devoir relocaliser leur entreprise afin d'avoir plus facilement accès à des financements et des ressources. L'absence de fonds de capital-risque à grande échelle les pousse à recourir à des investissements étrangers et sur des marchés étrangers. Ils soulignent par conséquent l'importance de mettre en place **un écosystème solide pour le capital-risque** et les investissements dans l'Union.

Soulignant que **l'investissement public** joue un rôle crucial pour compléter l'investissement privé, les députés ont demandé instamment à la Commission de présenter des propositions visant à mobiliser des capitaux supplémentaires. Les instruments financiers et les garanties budgétaires constituent une utilisation efficace des ressources en vue de faire progresser les objectifs stratégiques clés de l'Union.

Mobiliser les investissements privés et faciliter l'accès au financement en mettant en place une union de l'épargne et des investissements

Les marchés européens des capitaux restent actuellement très fragmentés, la taille des fonds d'investissement européens restant près de sept fois plus petite que les fonds américains. Le Parlement a invité la Commission et les États membres à élaborer des solutions, législatives ou autres, pour **favoriser la création d'un marché des capitaux intégré à l'échelle de l'Union**, doté d'une taille, d'une liquidité, d'une profondeur et d'une transparence suffisantes pour attirer les investisseurs tant européens qu'internationaux, tout en garantissant la protection des consommateurs et en préservant la stabilité financière.

En outre, le capital-risque devrait être plus largement accessible aux entreprises en tant que solution alternative aux prêts bancaires traditionnels afin de diversifier les sources de financement. La Commission est invitée à proposer des mesures visant à renforcer ce type de financement pour les entreprises de l'Union.

La résolution insiste notamment sur la nécessité de :

- favoriser le **processus de convergence en matière de surveillance** mené par l'AEMF, y compris en lui accordant des pouvoirs de surveillance directe lorsque cela apporte une valeur ajoutée européenne – par exemple, sur les infrastructures de marché paneuropéennes;
- faire en sorte que la BCE contribue à renforcer l'interopérabilité, la résilience et l'intégration des systèmes de négociation et de post-négociation à l'échelle de l'Union;
- présenter des propositions visant à soutenir la relocalisation des activités de compensation dans l'Union;
- réduire la **charge administrative** et les coûts de mise en conformité engendrés dans un contexte transfrontière en améliorant la coordination et la coopération entre les autorités nationales de surveillance;
- rationaliser les **procédures administratives** afin d'améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement et aligner les cadres législatifs des États membres afin de faciliter les activités transfrontières.

Le Parlement a demandé à la Commission i) d'élaborer des propositions visant à faciliter l'orientation de **l'épargne** vers des investissements productifs au moyen de produits d'épargne à long terme, ii) d'étudier l'idée de créer un **compte d'épargne-investissement de l'Union** accessible à tous les citoyens de l'Union ou un **label** à l'échelle de l'Union pour des produits d'investissement adaptés aux investisseurs de détail et iii) d'évaluer la valeur ajoutée d'un label pour les investissements qui offrent des perspectives de rendement aux investisseurs à l'échelle mondiale ou qui sont durables et principalement situés dans l'Union (label «Invest» ou «Made In Europe»).

Utiliser au mieux les ressources publiques pour combler l'écart de productivité

Les députés estiment que l'urgence des mesures à prendre en matière de compétitivité, de défense, d'énergie et de décarbonation nécessitera une **mobilisation importante des investissements privés et publics**. Le Parlement attend de la Commission et des États membres qu'ils prennent des mesures ambitieuses et concrètes pour éviter une chute des investissements publics après 2026 et souligne la nécessité d'une coordination efficace des politiques budgétaires nationales afin de maintenir des niveaux suffisants d'investissements publics pour l'Union.

La résolution note enfin que l'émission d'un **actif sûr commun** pourrait constituer un critère de référence qui faciliterait la réalisation de l'union des marchés des capitaux, renforcerait le rôle international de l'euro et répondrait à certains des besoins d'investissement recensés dans le rapport Draghi.